

Marché laitier, avis de tempête

Alors que certains producteurs de lait en Suisse se précipitent avec une énergie désespérée sur les offres indécentes de l'industrie laitière pour produire des quantités supplémentaires à vil prix, la situation n'est guère meilleure dans les autres pays européens. Faut-il répéter ici que la production laitière de l'Union Européenne est excédentaire d'environ 10% ?

Les producteurs européens sont conscients de la nécessité d'unir leurs revendications pour un prix seuil minimum au niveau continental. En Suisse, une fragmentation inouïe de l'offre, consécutive à la sortie de la gestion publique du marché laitier, fait le bonheur de l'industrie et de la distribution.

En Allemagne, une étude de l'université de Kiel démontre qu'en 2000, le coût de production pour une ferme de 40 vaches s'élevait à 45 cts €/kg, et qu'une exploitation avec 1000 vaches devait obtenir au moins 34 cts €/kg pour couvrir ses coûts. En 2003, le prix de 28,5 cts d'€/kg est donc déjà largement en dessous du coût de production! La restructuration et la croissance ne peuvent donc pas remplacer une politique active de prix.

La situation catastrophique au niveau des prix, la menace d'une dégradation massive des conditions cadres par le projet de PA 2011 et les accords multi et bilatéraux ne trompent pas; il est temps de passer à la vitesse supérieure dans notre mobilisation.

Rencontre au Pays de Galles

Les producteurs de lait européens, soucieux de garantir l'avenir de leur métier, se sont rencontrés du 4 au 6 mai dans le Pays de Galles pour organiser et élargir la coordination européenne. Cette rencontre tenait lieu de réunion préparatoire pour la prochaine assemblée générale de l'EMB (European Milk Board) du mois de juin. La création d'une association ad hoc, de statuts, les modalités de financement et de prise de décisions ont été au cœur du débat. Le financement devrait être garanti par une cotisation de base par pays et par une répartition proportionnelle en fonction des quantités de lait de chaque organisation. Quant aux prises de décision, en plus d'une voix unique par organisation, une clé d'attribution de voix, proportionnelle au nombre de producteurs de lait, sera déterminée. L'assemblée générale de juin aura à trancher sur ces propositions. La réunion a également permis de faire le tour des différentes réalités en Europe.

Evolution de la structure du marché laitier en Grande-Bretagne entre 1995 et 2005

	1995	2005
Exploitations laitières	357'41	203'13
Vaches laitières	2'600'0000	2'071'000
Taille moyenne de troupeau	71	92
Rendement moyen de lait produit par vache et par an	5'299 kg	6'770 kg
Volume de lait total (en milliards)	14.3	14.07
Prix moyen payé au producteur	24.4 pence/l (35,4 cent)	18.46 pence/l (26,7 cent)
Marge moyenne des supermarchés lait frais	1.3 pence/l (1,88 cent)	13.1 pence/l (18,99 cent)
Marge moyenne supermarché cheddar doux	7.6 pence/l (11,02 cent)	14.4 pence/l (20,88 cent)

Ce tableau éloquent, les visites de fermes, ainsi que les discussions avec les producteurs du Pays de Galles et de Grande-Bretagne, nous ont montré que leur situation ne diffère pas de celle des producteurs des autres pays. Peut-être est-elle pire encore puisque la restructuration est plus avancée. En effet, à l'époque de Thatcher déjà, dans les années quatre-vingt, le «Milk Marketing Board», outil de gestion publique du marché laitier, a été démantelé alors qu'il fonctionnait bien. Ce modèle était très proche du système de gestion canadien qui est actuellement remis en cause par des pressions libérales.

Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, de nombreux producteurs doivent s'appuyer sur un revenu extérieur pour survivre. En effet, le lait étant payé en dessous

du coût de production, plus de mille producteurs cessent chaque année de travailler sur leur ferme. A ce rythme là, la vache laitière anglaise est une race menacée d'extinction. Curieusement il existe encore dans ce pays des directeurs d'écoles d'agriculture, des professeurs d'université et des transformateurs de lait qui perpétuent la fable de la croissance comme porte de sortie au dilemme économique. Mais les discussions avec l'Union des Paysans du Pays de Galles (FUW), l'Union Nationale Paysanne (NFU) et les Paysans Pour l'Action (FFA) ont abouti à la volonté d'unir nos forces dans la lutte pour des prix qui couvrent les coûts de production et qui garantissent une rémunération équitable des producteurs. Dans cette optique, les organisations citées ont fondé l'alliance «Fairness for Farmers in Europe».



Représentants de l'EMB en visite sur la ferme du Président du FUW

Mobilisations en Galicie

En Galicie, principale zone de production laitière espagnole, 7'000 producteurs ont manifesté le 7 avril devant trois usines de transformation du lait, dénonçant les baisses de prix annoncées (4% en deux tranches pour un prix de lait moyen de 29,71 cts d'€/kg en 2005). En effet, les principales organisations laitières revendiquent un prix minimal de 33 cts d'€/kg. Après la menace d'une grève de lait de trois jours pour la fin du mois de mai, les négociations entre les organisations de producteurs et l'industrie ont repris. Le gouvernement galicien, favorable au maintien d'une production laitière, y joue un rôle de médiateur. A l'heure actuelle, aucun résultat n'est encore connu. Le lait est la colonne vertébrale de l'économie rurale dans la région, garantissant la cohérence économique du territoire. L'industrie de transformation, quant à elle, est dépendante de la matière première pour sa survie. Devant l'usine de Suiza Food, Lidia Senra, la secrétaire du SLG (Sindicato Labrego Galego), membre de la CPE, a déclaré: «Les producteurs se battent pour pouvoir vivre dignement de leur travail. Pour cela nous avons besoin d'un prix digne pour notre production. Dans tous les secteurs les salaires sont négociés et les producteurs de lait ne sont plus prêts à accepter d'autres baisses de revenus».

La défense et l'avenir du secteur laitier passe par la revendication d'un prix minimum qui a été fixé à 40 cts €/kg pour l'UE, respectivement Fr. 1.10.-/kg pour la Suisse. Ces prix doivent être négociés au niveau global avec l'industrie et la grande distribution. Si les organisations doivent développer une proposition cohérente pour la gestion de l'offre - qui peut être de droit public ou de droit privé, selon les conditions - créer le rapport de force pour négocier sur les prix est indispensable. Tactiquement, cela doit permettre de garantir une entrée en négociation sur la gestion des quantités.

Rudi Berli